



Independent observer
of the Global Fund

De nouveaux protocoles de sécurité disponibles pour les minorités sexuelles et de genre en Afrique francophone

Introduction

La question de sécurité des minorités sexuelles et de genre en Afrique Francophone est actuellement au cœur des discussions dans le cadre des programmes de riposte au VIH. De nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à l'instar du Cameroun ont dénombré de nombreux cas de violation des droits des personnes sur la base de l'orientation sexuelle ou identité de genre supposée ou réelle. La [Stratégie actuelle du Fonds mondial \(2023-2028\)](#) met pourtant au centre de son de ses préoccupations, les communautés les plus touchées et vulnérables par le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. Cette volonté se traduit sur le terrain par le département CRG (Community, rights and gender) du Fonds mondial qui met en œuvre le programme de levée de barrières compromettant l'atteinte des objectifs de mettre fin au Sida d'ici 2030.

Outre la mise en œuvre des actions de plaidoyer visant à mettre en place un environnement social apaisant pour ces minorités, il devient crucial de mettre en place un ensemble de mesures visant à protéger leur sécurité. C'est dans cette optique que l'Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les droits (AGCS PLUS) a facilité la mise en place d'un ensemble de protocoles portant sur les crises digitales, les crises intracommunautaires, les crises politiques, les crises réputationnelles et les crises sanitaires. Ces protocoles ont été récemment présentés lors d'un webinaire animé par le Coordonnateur de AGCS PLUS.

Rappelons rapidement que AGCS PLUS est un réseau d'organisation mettant en œuvre des actions visant à améliorer la santé globale et les droits des minorités sexuelle et de genre (MSG) dans 13 pays d'Afrique Francophone regroupés majoritairement en Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre. La plupart des organisations membres d'AGCS PLUS sont également des bénéficiaires des subventions du Fonds mondial de lutte contre le VIH au sein de la société civile. La conception de ces protocoles de sécurité fait partie des recommandations issues de l'atelier tenu en juillet 2022 à Abidjan (Côte d'Ivoire) où les activistes de ces régions se sont regroupés.



Un protocole destiné aux minorités sexuelles et de genre afin de faire face aux nouvelles crises sanitaires : COVID-19 et MPOX

La pandémie de COVID-19 a révélé la fragilité de nos systèmes de santé, incapables de répondre efficacement aux nouvelles épidémies. Ces crises exacerbent les inégalités préexistantes dans l'accès aux soins pour de nombreuses populations. Par exemple, la crise du COVID-19 a amplifié la stigmatisation envers les MSG, souvent perçues à tort dans l'imaginaire populaire comme « responsables » de la maladie. Aux États-Unis, des études ont également montré que les MSG présentent un risque significativement plus élevé d'être touchées par le MPOX (La mpox est une maladie infectieuse virale rare due au virus Monkeypox « orthopoxvirus », virus apparenté au virus de la variole).

Le protocole de gestion de crises sanitaires (accédez à ce protocole [ici](#)) mis en place par AGCS PLUS s'est inspiré des expériences des organisations face à ces crises, il donne un ensemble de mesures à observer pour la gestion et la prévention de ces crises par les organisations identitaires. Ce protocole peut également inspirer le Fonds mondial qui a récemment mis à jour son [document technique](#) pour la détection, la prévention et la réponse au MPOX. Ces recommandations n'intègrent pas la dimension communautaire de cette nouvelle épidémie déclarée par l'Organisation mondiale de la Santé en juillet 2022 et par le [Centre africain de contrôle et de prévention des maladies](#) en août 2024.

Qui plus est, ce protocole revient sur l'urgence de s'informer sur les nouvelles crises sanitaires, de renforcer le système de santé communautaire par une main-d'œuvre qualifiée, d'offrir les services disponibles et de documenter les bonnes pratiques. Quelques exemples de bonnes pratiques sont à ce titre inclus dans ce protocole, il s'agit par exemple des cas du [Cameroun](#) et de l'[Ouganda](#) où les activistes et les organisations des MSG ont fait montre d'une parfaite résilience communautaire pour réduire l'impact du COVID19 au sein de leur communauté.



La sécurité numérique et digitale : Une préoccupation majeure pour les activistes et les organisations œuvrant aux côtés des minorités sexuelles et de genre

L'espace numérique présente de nombreux avantages dans la vie des populations, il permet de réduire considérablement les frontières entre les individus et leur offre une large gamme d'opportunités. Mais comme toute invention, cet espace présente aussi de nombreux inconvénients qui ne sont pas toujours mis en lumière. En effet, l'espace numérique est un terrain propice à l'incitation à la haine contre les MSG. Les mouvements anti-genre investissent cet espace afin de distiller la haine contre ces populations. En Côte d'Ivoire par exemple, ces derniers temps on assiste au mouvement « stop aux woubi », qui est en réalité un appel à travers les réseaux sociaux à la violence contre les MSG. Le protocole (accédez à ce

protocole [ici](#)) pour la sécurité numérique et digitale élaboré par AGCS PLUS décrit les aspects les plus importants à connaître concernant les types de risques encourus, comment dénoncer les auteurs et autrices de haine en ligne et les moyens de les prévenir. Ce protocole met une emphase particulière sur le réseau social Facebook qui est visiblement très plébiscité par les MSG, même si on reconnaît ces derniers temps que le réseau social TikTok a aussi pris de l'ampleur. Le protocole détaille également la manière d'identifier les menaces dans l'espace numérique, l'importance de former les partenaires, ainsi que les méthodes de prévention et de gestion de ces crises. Il inclut enfin des études de cas de crises numériques survenues dans différents pays.

Pays concerné	Résumé de la crise digitale concernée
Nigeria	Les photos d'une douzaine de jeunes hommes présumés « homosexuels » sont publiées par la police le 29 août 2023.
Cameroun	La visibilité donnée au procès de Shakiro et Patricia le 8 février 2021
Cameroun	La visite interrompue de l'Ambassadeur français pour les droits LGBTI Jean-Marc Berthon en 2023
Afrique du Nord et Moyen-Orient	Des membres de la communauté LGBTI piégés par la police à travers les sites de rencontre
Égypte	Condamnation des membres de la communauté LGBTI à travers les preuves collectées sur internet
Chili	En 2020 le Mouvement pour l'intégration et la libération des homosexuels (Movilh) lance une alerte contre le gouvernement qui arrête des homosexuels dans les sites de rencontre.

D'autres protocoles tout aussi importants pour la gestion des crises intracommunautaires, politiques et réputationnelles

Toujours dans la perspective de mettre en place des moyens afin de garantir de façon holistique la sécurité des MSG en Afrique Francophone, AGCS PLUS a également mis en place d'autres protocoles dont il convient de rappeler ici au moins la quintessence et surtout l'importance.

Compte tenu de la rareté des financements alloués à la lutte contre le VIH et les discriminations, les organisations de la société civile qui soutiennent les MSG se retrouvent souvent en compétition, parfois de manière malsaine et contreproductive. De plus, des incidents, malentendus ou divergences d'opinions peuvent parfois diviser les membres de la communauté. Il est donc essentiel de mettre en place des mécanismes pour gérer efficacement ces crises et éviter qu'elles ne s'exposent dans l'espace public.

C'est dans cette perspective que ce protocole ([accédez-y ici](#)) a été développé. Il met l'accent sur l'importance de construire des partenariats solides, d'identifier les menaces, et de renforcer les capacités de prévention et de gestion des crises au sein de la communauté. Il aborde également l'offre de services et la documentation des situations.

Nous avons également mis en place un protocole pour la gestion des crises politiques. En effet, les crises politiques peuvent se manifester par les émeutes dans la rue, dans les cas extrêmes, on assiste à des révoltes, des violences ou des guerres. Ces crises peuvent avoir un impact particulier sur les MSG : par exemple en période préélectorale dans certains pays, les Minorités Sexuelle et de Genre deviennent des boucs émissaires de certain(e)s politicien(ne)s. Ces crises peuvent survenir à l'échelle d'une ville ou d'un pays. Notre protocole de gestion de crise politique accessible [ici](#) entend apporter des solutions pour y faire face.

Somme toute, les différents protocoles présentés dans le cadre de cet article, viennent s'ajouter à la panoplie d'outils qui existent déjà pour prendre en charge les questions de sécurité des MSG. Ils sont loin d'être exhaustifs et complets, mais constituent une base qu'il conviendrait d'adapter en fonction de chaque contexte et situation de crise mettant en jeu les MSG.

[Read More](#)
